

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/46826]

## 7 SEPTEMBRE 2023. — Décret modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne la taxe de mise en circulation automobile (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 97 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par la loi du 1<sup>er</sup> juin 1992, modifié en dernier lieu par le décret du 22 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 97. La taxe est due, pour les véhicules routiers, selon le cas, en raison de :

1° la puissance du moteur exprimée en kilowatts, les émissions de CO<sub>2</sub>, la masse maximale autorisée et le carburant, ou;

2° la puissance du moteur exprimée soit en chevaux-vapeur fiscaux, soit en kilowatts.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la taxe est due, pour les autocaravanes soumises à une taxe de circulation établie en application de l'article 10, § 4, mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, en raison de deux composantes :

1° la première étant basée sur la puissance du moteur exprimée soit en chevaux-vapeur fiscaux, soit en kilowatts;

2° la seconde, appelée « éco-malus », étant basée sur la catégorie d'émissions de CO<sub>2</sub> du véhicule automobile mis en usage. ».

**Art. 2.** Le Chapitre IV intitulé Montant de la taxe, comprenant les articles 97bis à 98, du même Code, est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV - Montant de la taxe

Art. 98. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent chapitre :

1° on entend par :

a) « émission de CO<sub>2</sub> », les émissions de dioxyde de carbone du véhicule établies selon la procédure du nouveau cycle européen de conduite, dite cycle WLTP, ou, à défaut, celles établies selon la procédure d'essai mondiale harmonisée pour les véhicules légers, dite cycle NEDC.

A défaut de détermination des émissions de CO<sub>2</sub> du véhicule exprimées en grammes par kilomètre conformément à l'alinéa précédent, celles-ci sont présumées être le résultat de l'application de la formule suivante, arrondi à l'unité inférieure lorsque ce résultat dépasse une unité et n'est pas un nombre entier :

- pour les véhicules fonctionnant à l'essence : émissions de CO<sub>2</sub> = FC x 23,9;

- pour les véhicules fonctionnant au gazole : émissions de CO<sub>2</sub> = FC x 26,4;

- pour les véhicules fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié : émissions de CO<sub>2</sub> = FC x 17,0,

où FC = consommation de carburant mixte ou combinée urbain-extra-urbain par litre par 100 km, telle que calculée conformément à la directive européenne 80/1268/C.E.E. du Conseil du 16 décembre 1980 relative aux émissions de dioxyde de carbone et à la consommation de carburant des véhicules à moteur précitée.

A défaut de détermination des émissions de CO<sub>2</sub> du véhicule exprimées en grammes par kilomètre conformément aux deux alinéas précédents, celles-ci sont présumées être établies comme suit :

Carburant	Emissions de CO <sub>2</sub> en g/km
Electrique ou hydrogène	0
Essence	196
Diesel	205
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	196
Gaz naturel comprimé (CNG)	196
Bioéthanol	196
Hybride essence + gaz de pétrole liquéfié	196
Hybride essence + gaz naturel comprimé	196
Hybride essence + électrique ou hydrogène	196
Hybride diesel + gaz de pétrole liquéfié	205
Hybride diesel + gaz naturel comprimé	205
Hybride diesel + électrique ou hydrogène	205
Hybride gaz de pétrole liquéfié + électrique ou hydrogène	196
Hybride gaz naturel comprimé + électrique ou hydrogène	196
Autres	205

b) « famille nombreuse » : ménage comprenant au moins trois enfants à charge, au jour de la mise en usage du véhicule automobile;

c) « ménage » : groupe de personnes composé de plusieurs personnes cohabitantes, unies ou non par des liens de parenté, qui, au jour de la mise en usage du véhicule automobile, vivent habituellement dans une même résidence principale au sens de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, exception faite des cas dans lesquels il ressort d'autres documents officiels produits à cet effet que la cohabitation entre les membres du ménage est effective, bien qu'elle ne corresponde pas ou plus avec l'information obtenue auprès du registre national;

d) « enfants à charge » : les descendants d'une personne et de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant, qui font partie de son ménage et dont il assume la charge exclusive ou principale, ainsi que les autres enfants qui font partie de son ménage et dont il assume la charge exclusive ou principale.

Sont présumés être de tels enfants à charge au jour de la mise en usage du véhicule automobile, sauf preuve contraire à administrer par le Service public de Wallonie Finances :

- les enfants inscrits comme faisant partie du ménage dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre national des personnes physiques, au jour de la mise en usage du véhicule automobile;

- les descendants et enfants bénéficiaires pour lesquels un des membres du ménage, cohabitant avec ces descendants et enfants, peut prétendre aux allocations familiales ou aux prestations familiales garanties, au jour de la mise en usage du véhicule automobile.

Le Gouvernement wallon peut également présumer comme « enfants à charge », les descendants d'une personne et de son conjoint, de son cohabitant légal ou de son cohabitant, qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans ou de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile, ainsi que les autres enfants qui font partie de son ménage et qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans ou de 25 ans au jour de la mise en usage du véhicule automobile;

2° par dérogation au 1°, c) et d), en cas d'autorité parentale conjointe avec hébergement égalitaire, un descendant est présumé être « enfant à charge » des deux ascendants exerçant l'autorité parentale conjointe et est présumé faire partie de leur « ménage » respectif.

L'existence de l'autorité parentale conjointe et de l'hébergement égalitaire doit être établie par l'intéressé :

a) soit sur la base d'une convention enregistrée ou homologuée par un juge au plus tard au jour de la mise en usage du véhicule automobile et dans laquelle il est mentionné explicitement que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les redevables;

b) soit sur la base d'une décision judiciaire prononcée au plus tard au jour de la mise en usage du véhicule automobile et dans laquelle il est explicitement mentionné que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les redevables;

c) soit sur la base d'une convention intervenue, à la suite d'une médiation volontaire familiale menée par un médiateur agréé par la Commission visée à l'article 1727 du Code judiciaire, au plus tard au jour de la mise en usage du véhicule automobile et dans laquelle il est mentionné explicitement que l'hébergement de ces enfants est réparti de manière égalitaire entre les redevables.

§ 2. La taxe est établie comme suit :

A. Voitures, voitures mixtes et minibus

1° Pour les voitures, voitures mixtes et minibus mis en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans buts lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, dénommés « véhicules » dans la présente section, la taxe est fixée selon la formule suivante :

$$TMC = MB * (CO_2)/x * M/y * C$$

2° les éléments de la formule visée au 1° sont déterminés comme suit :

a) MB = montant de base établi en fonction de la puissance du moteur exprimée en kilowatts selon le barème suivant :

Nombre de kilowatts	Montant de base en euros
De 0 à 70	61,50
De 71 à 85	123,00
De 86 à 100	495,00
De 101 à 110	867,00
De 111 à 120	1 239,00
De 121 à 155	2 478,00
Supérieur à 155	4 957,00

Le montant de base est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation du Royaume. L'adaptation de ses montants est réalisée le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année en fonction des modifications intervenues dans l'indice général des prix à la consommation entre le mois de mai de l'année précédente et celui de l'année en cours.

b)  $(CO_2)/x$  = coefficient d'émissions de  $CO_2$  établi en fonction du rapport entre les émissions de  $CO_2$  du véhicule exprimées en grammes par kilomètre et un coefficient d'émissions de  $CO_2$  fixé à :

- cent quinze lorsque les émissions de  $CO_2$  du véhicule sont établies selon la procédure d'essai mondiale harmonisée pour les véhicules légers, dite cycle NEDC;

- cent trente-six lorsque les émissions de  $CO_2$  du véhicule sont établies selon la procédure du nouveau cycle européen de conduite, dite cycle WLTP.

Pour les véhicules à propulsion exclusivement électrique ou à hydrogène, le coefficient d'émissions de  $CO_2$  est fixé uniformément à un.

c)  $M/y$  = coefficient de masse établi en fonction du rapport entre la masse maximale autorisée du véhicule exprimé en kilogrammes et un coefficient de masse fixé à mille huit cent trente-huit kilogrammes.

d) C = coefficient de carburant établi en fonction du tableau suivant :

Carburant	Coefficient
Electrique ou hydrogène d'une puissance du moteur exprimée en kilowatts inférieure ou égale à 120 kW	0,09
Electrique ou hydrogène d'une puissance du moteur exprimée en kilowatts supérieure à 120 kW et inférieure ou égale à 160 kW	0,18
Electrique ou hydrogène d'une puissance du moteur exprimée en kilowatts supérieure à 160 kW	0,26
Essence	1,0
Diesel	1,0
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	1,0
Gaz naturel comprimé (CNG)	1,0
Bioéthanol	1,0
Hybride essence + gaz de pétrole liquéfié	0,8
Hybride essence + gaz naturel comprimé	0,8
Hybride essence + électrique ou hydrogène	0,8
Hybride diesel + gaz de pétrole liquéfié	0,8
Hybride diesel + gaz naturel comprimé	0,8
Hybride diesel + électrique ou hydrogène	0,8
Hybride gaz de pétrole liquéfié + électrique ou hydrogène	0,8
Hybride gaz naturel comprimé + électrique ou hydrogène	0,8
Autres	1,0

3° lorsque le redevable fait partie d'une famille nombreuse au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, le montant de la taxe calculée conformément au 1° est réduit de 100 euros lorsque la masse maximale autorisée du véhicule est supérieure à 1 838 kilogramme et inférieure à 2.750 kilogrammes.

La réduction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est octroyée uniquement pour un seul véhicule par ménage.

Le Gouvernement wallon peut déterminer les modalités d'application des alinéas précédents, dont l'avantage est accordé, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé;

4° par dérogation au 1°, le montant de la taxe est égal à 0,00 euro pour le véhicule faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3.

## B. Motocyclettes

Pour les motocyclettes, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans buts lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, la taxe est établie selon le barème suivant :

Nombre de chevaux-vapeur fiscaux	Nombre de kilowatts	Montant de la taxe en euros
De 0 à 8	De 0 à 70	61,50
9 et 10	De 71 à 85	123,00
11	De 86 à 100	495,00
De 12 à 14	De 101 à 110	867,00
15	De 111 à 120	1.239,00
16 et 17	De 121 à 155	2.478,00
Supérieur à 17	Supérieur à 155	4.957,00

Lorsque la puissance d'un même moteur exprimée en chevaux-vapeur fiscaux et en kilowatts donne lieu à perception d'une taxe d'un montant différent, la taxe est fixée au montant le plus élevé.

Par dérogation au tableau visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de la taxe est égal à :

1° 0,00 euro pour le véhicule faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3;

2° 50,00 euros pour le véhicule à propulsion exclusivement électrique ou à hydrogène.

## C. Autocaravanes

Pour les autocaravanes soumises à une taxe de circulation établie en application de l'article 10, § 4, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans buts lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, le montant de la taxe est formé par le montant total des deux composantes énumérées à l'article 97, alinéa 2 :

1° la première composante est la taxe établie selon le barème suivant :

Nombre de chevaux-vapeur fiscaux	Nombre de kilowatts	Montant de la taxe en euros
De 0 à 10	De 0 à 85	50,00
11	De 86 à 100	173,00
De 12 à 14	De 101 à 110	303,00
15	De 111 à 120	434,00
16 et 17	De 121 à 155	867,00
Supérieur à 17	Supérieur à 155	1.735,00

Lorsque la puissance d'un même moteur exprimée en chevaux-vapeur fiscaux et en kilowatts donne lieu à perception d'un montant différent, le montant est fixé au montant le plus élevé.

Par dérogation aux alinéas précédents, le montant de la taxe est égal à :

a) 0,00 euro pour le véhicule faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3;

b) 50,00 euros pour le véhicule à propulsion exclusivement électrique ou à hydrogène;

2° la seconde composante constitue l'éco-malus et est établie selon le barème suivant :

Emissions de CO <sub>2</sub>	Catégorie CO <sub>2</sub>	Montant de l'éco-malus en euros
de 0 à 145	1	0,00
de 146 à 155	2	35,00
de 156 à 165	3	61,00
de 166 à 175	4	88,00
de 176 à 185	5	131,00
de 186 à 195	6	175,00
de 196 à 205	7	210,00
de 206 à 215	8	245,00
de 216 à 225	9	350,00
de 226 à 235	10	420,00
de 236 à 245	11	525,00
de 246 à 255	12	700,00
à partir de 256	13	875,00

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de l'éco-malus est fixé sur le chiffre de la catégorie CO<sub>2</sub> du véhicule concerné :

a) diminué de 1 lorsque le bénéficiaire a trois enfants à charge au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, ou de 2 lorsque le bénéficiaire a au moins quatre enfants à charge au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, à la date de la mise en usage du véhicule;

b) diminué de 1 pour le véhicule qui, à la date de la mise en usage du véhicule, est inscrit dans un répertoire matricule de véhicules comme ayant le gaz de pétrole liquéfié pour type de carburant ou source d'énergie.

L'avantage visé à l'alinéa 2 est accordé, soit d'office, soit sur demande de l'intéressé.

Par dérogation au tableau de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de l'éco-malus est égal à 0,00 euro :

a) pour les véhicules qui sont mis en circulation depuis plus de trente ans et immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4,

§ 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules;

b) pour les véhicules dont le moteur est alimenté, partiellement ou totalement, au gaz naturel comprimé;

c) pour les véhicules automobiles faisant l'objet d'une taxe de circulation forfaitaire de 100 euros en application de l'article 10, § 3.

D. Aéronefs définis à l'article 94 La taxe est fixée à :

1° 0,00 euro pour les aéronefs télépilotés visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4° et 5°, de l'arrêté royal du 10 avril 2016 relatif à l'utilisation des aéronefs télépilotés dans l'espace aérien belge, à l'exception des aéronefs télépilotés qui sont censés être mis en circulation par des sociétés, des entreprises publiques autonomes ou des associations sans but lucratif pratiquant des activités de leasing;

2° 61,50 euros pour les paramoteurs visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 juin 2014 fixant les conditions particulières imposées pour l'admission à la circulation aérienne des paramoteurs;

3° 619,00 euros pour les aéronefs ultralégers motorisés;

4° 2 478,00 euros pour tous les autres aéronefs.

## E. Bateaux définis à l'article 94

La taxe est fixée à 2 478,00 euros pour les bateaux.

§ 3. La taxe établie au paragraphe 2 est modulée comme suit :

1° le montant de base visé au paragraphe 2, A, 2°, a) :

a) est réduit à 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 55 p.c., 50 p.c., 45 p.c., 40

p.c., 35 p.c., 30 p.c., 25 p.c., 20 p.c., 15 p.c. ou 10 p.c. de son montant pour les véhicules dont la première immatriculation soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date respectivement de 1 an à moins de 2 ans, 2 ans à moins de 3 ans, 3 ans à moins de 4 ans, 4 ans à moins de 5 ans, 5 ans à moins de 6 ans, 6 ans à moins de 7 ans, 7 ans à moins de 8 ans, 8 ans à moins de 9 ans, 9 ans à moins de 10 ans, 10 ans à moins de 11 ans, 11 ans à moins de 12 ans, 12 ans à moins de 13 ans, 13 ans à moins de 14 ans, 14 ans à moins de 15 ans.

Après réduction, le montant de base ne peut jamais être inférieur à 61,50 euros;

b) est fixé uniformément à 61,50 euros pour les véhicules dont la première immatriculation soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date de 15 ans ou plus.

La taxe fixée au paragraphe 2, A, ne peut jamais être inférieure à 50,00 euros ou supérieure à 9 000,00 euros;

2° la taxe fixée au paragraphe 2, B et C :

a) est réduite à 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 55 p.c., 50 p.c., 45 p.c., 40

p.c., 35 p.c., 30 p.c., 25 p.c., 20 p.c., 15 p.c. ou 10 p.c. de son montant pour les véhicules dont la première immatriculation soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date respectivement de 1 an à moins de 2 ans, 2 ans à moins de 3 ans, 3 ans à moins de 4 ans, 4 ans à moins de 5 ans, 5 ans à moins de 6 ans, 6 ans à moins de 7 ans, 7 ans à moins de 8 ans, 8 ans à moins de 9 ans, 9 ans à moins de 10 ans, 10 ans à moins de 11 ans, 11 ans à moins de 12 ans, 12 ans à moins de 13 ans, 13 ans à moins de 14 ans, 14 ans à moins de 15 ans;

b) est fixée uniformément à 50,00 euros pour les véhicules dont la première immatriculation soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date de 15 ans ou plus;

c) ne peut jamais être inférieure à 50,00 euros;

3° la taxe fixée au paragraphe 2, D et E :

a) est réduite à 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 50 p.c., 40 p.c., 30 p.c., 20

p.c. ou 10 p.c. de son montant pour les aéronefs et bateaux visés à l'article 94, 2° et 3°, dont la première immatriculation ou la première lettre de pavillon, soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date respectivement de 1 an à moins de 2 ans, 2 ans à moins de 3 ans, 3 ans à moins de 4 ans, 4 ans à moins de 5 ans, 5 ans à moins de 6 ans, 6 ans à moins de 7 ans, 7 ans à moins de 8 ans, 8 ans à moins de 9 ans, 9 ans à moins de 10 ans;

b) est fixée uniformément à 61,50 euros pour les véhicules dont la première immatriculation soit dans le pays, soit à l'étranger avant leur importation définitive, date de 10 ans ou plus.

§ 4. Le Gouvernement wallon est autorisé à modifier les montants de la taxe.

Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation de l'arrêté ainsi pris.

§ 5. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'application du présent article. ».

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2025 et est applicable uniquement au véhicule immatriculé à partir de son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 7 septembre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1403 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 6 septembre 2023.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46826]

**7. SEPTEMBER 2023 — Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, was die Inbetriebsetzungssteuer betrifft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Artikel 97 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. Dezember 2021, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 97 - Die Steuer wird für Straßenfahrzeuge je nach Fall geschuldet aufgrund von:

1° der in Kilowatt ausgedrückten Motorleistung, die CO<sub>2</sub>-Emissionen, die zulässige Höchstmasse und den Kraftstoff, oder;

2° der Motorleistung, ausgedrückt entweder in Steuer-PS oder in Kilowatt.

In Abweichung von Absatz 1 wird die Steuer für Wohnmobile, die einer in Anwendung von Artikel 10, § 4 festgelegten Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge unterliegen und in der Wallonischen Region in Gebrauch genommen werden, mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit Leasingtätigkeiten im Sinne von Artikel 94 Ziffer 1 in Gebrauch genommen werden, aufgrund von zwei Komponenten geschuldet:

1° wobei die erste auf der Leistung des Motors beruht, die entweder in Steuer-PS oder in Kilowatt ausgedrückt wird;

2° die zweite, „Ökomalus“ genannt, beruht auf der Kategorie der CO<sub>2</sub>-Emissionen des in Gebrauch genommenen Kraftfahrzeugs.“.

**Art. 2** - Kapitel IV mit dem Titel Steuerbetrag, das die Artikel 97bis bis 98 desselben Gesetzbuches enthält, wird durch Folgendes ersetzt:

„Kapitel IV - Steuerbetrag

Art. 98 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels:

1° gelten als:

a) „CO<sub>2</sub>-Emission“, die Kohlendioxidemissionen des Fahrzeugs, die nach dem Verfahren des Neuen Europäischen Fahrzyklus, dem so genannten WLTP-Zyklus, oder alternativ nach dem weltweit harmonisierten Prüfverfahren für Personewagen und leichte Nutzfahrzeuge, dem so genannten NEFZ-Zyklus, ermittelt wurden.

Werden die in Gramm pro Kilometer ausgedrückten CO<sub>2</sub>-Emissionen des Fahrzeugs nicht gemäß dem vorstehenden Absatz bestimmt, wird angenommen, dass sie das Ergebnis der Anwendung der folgenden Formel sind, abgerundet auf die nächste Einheit, wenn dieses Ergebnis mehr als eine Einheit beträgt und keine ganze Zahl ist:

- für benzinbetriebene Fahrzeuge: CO<sub>2</sub>-Emissionen = FC x 23,9;

- für mit Dieselmotoren betriebene Fahrzeuge: CO<sub>2</sub>-Emissionen = FC x 26,4;

- für mit Flüssiggas betriebene Fahrzeuge: CO<sub>2</sub>-Emissionen = FC x 17,0;

FC = städtischer-außerstädtischer Verbrauch von gemischtem oder kombiniertem Kraftstoff pro Liter pro Kilometer, wie er gemäß der vorerwähnten europäischen Richtlinie 80/1268/EWG des Rates vom 16. Dezember 1980 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über den Kraftstoffverbrauch von Kraftfahrzeugen berechnet wird.

Wenn die CO<sub>2</sub>-Emissionen des Fahrzeugs in Gramm pro Kilometer nicht gemäß den beiden vorhergehenden Absätzen bestimmt werden, wird angenommen, dass sie wie folgt ermittelt werden:

Kraftstoff	CO <sub>2</sub> -Emissionen in g/km
Elektrisch oder Wasserstoff	0
Ottokraftstoff	196
Dieselmotoren	205
Flüssiggas (LPG)	196
Komprimiertes Erdgas (CNG)	196
Bioethanol	196
Hybrid aus Benzin + Flüssiggas (Liquefied Petroleum Gas)	196
Hybrid-Benzin + komprimiertes Erdgas	196
Hybrid-Benzin + Elektro- oder Wasserstoffantrieb	196
Hybrid aus Diesel + Flüssiggas (Liquefied Petroleum Gas)	205
Hybrid-Diesel + komprimiertes Erdgas	205
Diesel-Hybrid + elektrisch oder Wasserstoff	205
Hybrid Flüssiggas + elektrisch oder Wasserstoff	196
Hybrid komprimiertes Erdgas + elektrisch oder Wasserstoff	196
Andere	205

b) "kinderreiche Familie": Haushalt mit mindestens drei unterhaltsberechtigten Kindern am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs;

c) "Haushalt": Gruppe von Personen, die sich aus mehreren zusammenwohnenden Personen mit oder ohne Verwandtschaftsverhältnis zusammensetzt, die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs gewöhnlich in einer selben Hauptwohnung im Sinne des Artikels 3 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen leben, mit Ausnahme der Fälle, in denen aus anderen zu diesem Zweck vorgelegten amtlichen Urkunden hervorgeht, dass das Zusammenwohnen zwischen den Haushaltsmitgliedern tatsächlich stattfindet, obwohl es nicht oder nicht mehr mit der beim Nationalregister erhaltenen Information übereinstimmt;

d) "unterhaltsberechtigter Kinder": die Nachkommen einer Person und deren Ehepartner, gesetzlich Zusammenwohnenden oder Zusammenwohnenden, die zu ihrem Haushalt gehören und für die er ausschließlich oder hauptsächlich aufkommt, sowie die anderen Kinder, die zu ihrem Haushalt gehören und für die er ausschließlich oder hauptsächlich aufkommt.

Außer bei Beweis des Gegenteils, der von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Finanzen zu erbringen ist, gelten als solche unterhaltsberechtigter Kinder am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs:

- die Kinder, die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs im Bevölkerungsregister, Fremdenregister oder Nationalregister der natürlichen Personen als zum Haushalt gehörend eingetragen sind;

- die Nachkommen und anspruchsberechtigten Kinder, für die eines der Haushaltsmitglieder, das mit diesen Nachkommen und Kindern zusammenwohnt, am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs Anspruch auf Kinderzulagen oder garantierte Familienleistungen erheben kann.

Die Wallonische Regierung kann ebenfalls als "unterhaltsberechtigter Kinder" die Nachkommen einer Person und deren Ehepartner, gesetzlich Zusammenwohnenden oder Zusammenwohnenden ansehen, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 21te oder 25te Lebensjahr nicht erreicht haben, sowie die anderen Kinder, die zu ihrem Haushalt gehören und die am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs das 21te oder 25te Lebensjahr nicht erreicht haben;

2° in Abweichung von 1°, c) und d) wird bei gemeinsamer elterlicher Autorität gleichmäßig aufgeteilte Unterbringung davon ausgegangen, dass ein Nachkomme "unterhaltsberechtigtes Kind" der beiden Verwandten in aufsteigender Linie ist, die die gemeinsame elterliche Autorität ausüben, und es wird davon ausgegangen, dass er zu ihrem jeweiligen "Haushalt" gehört.

Das Vorliegen der gemeinsamen elterlichen Autorität und der gleichmäßig aufgeteilte Unterbringung muss von der betreffenden Person nachgewiesen werden:

a) entweder auf der Grundlage einer Vereinbarung, die spätestens am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs eingetragen oder von einem Richter homologiert wurde und in der ausdrücklich erwähnt wird, dass die Unterbringung dieser Kinder gleichmäßig zwischen den Steuerpflichtigen aufgeteilt wird;

b) oder auf der Grundlage einer gerichtlichen Entscheidung, die spätestens am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs verkündet wurde und in der ausdrücklich erwähnt wird, dass die Unterbringung dieser Kinder gleichmäßig zwischen den Steuerpflichtigen aufgeteilt wird;

c) oder auf der Grundlage einer Vereinbarung, die nach einer freiwilligen Familienmediation durch einen von der in Artikel 1727 des Gerichtsgesetzbuches genannten Kommission zugelassenen Mediator spätestens am Tag der Ingebrauchnahme des Kraftfahrzeugs getroffen wurde und in der ausdrücklich erwähnt wird, dass die Unterbringung dieser Kinder gleichmäßig zwischen den Steuerpflichtigen aufgeteilt wird.

§ 2. Die Steuer wird wie folgt festgelegt:

A. Personenkraftwagen, Kombiwagen und Kleinbusse

1° Für Personenkraftwagen, Kombiwagen und Kleinbusse, die in der Wallonischen Region in Gebrauch genommen werden, mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit Leasingtätigkeiten im Sinne von Artikel 94 Ziffer 1 in Gebrauch genommen werden, in diesem Abschnitt "Fahrzeuge" genannt, wird die Steuer nach folgender Formel festgelegt:

$$TMC = MB * (CO_2)/x * M/y * C$$

2° die Bestandteile der in 1° genannten Formel werden wie folgt bestimmt:

a) MB = Grundbetrag, der entsprechend der in Kilowatt ausgedrückten Motorleistung nach folgender Tabelle festgelegt wird:

Anzahl Kilowatt	Grundbetrag in Euro
von 0 bis 70	61,50
von 71 bis 85	123,00
von 86 bis 100	495,00
von 101 bis 110	867,00
von 111 bis 120	1 239,00
von 121 bis 155	2 478,00
Mehr als 155	4 957,00

Dieser Grundbetrag ist an die Schwankungen des Index der Verbraucherpreise des Königreichs gebunden. Die Anpassung seiner Beträge erfolgt am 1. Juli eines jeden Jahres entsprechend den Änderungen des allgemeinen Index der Verbraucherpreise zwischen dem Monat Mai des Vorjahres und dem des laufenden Jahres.

b)  $(CO_2)/x$  =  $CO_2$ -Emissionskoeffizient, der aus dem Verhältnis zwischen den in Gramm pro Kilometer ausgedrückten  $CO_2$ -Emissionen des Fahrzeugs und einem  $CO_2$ -Emissionskoeffizienten ermittelt wird, der wie folgt festgelegt ist:

- einhundertfünfzehn, wenn die  $CO_2$ -Emissionen des Fahrzeugs nach dem weltweit harmonisierten Prüfverfahren für leichte Nutzfahrzeuge, dem sogenannten NEFZ-Zyklus, ermittelt werden;

- einhundertsechunddreißig, wenn die  $CO_2$ -Emissionen des Fahrzeugs nach dem Verfahren des neuen europäischen Fahrzyklus, dem sogenannten WLTP-Zyklus, ermittelt werden.

Bei Fahrzeugen, die ausschließlich elektrisch oder mit Wasserstoff angetrieben werden, wird der  $CO_2$ -Emissionskoeffizient einheitlich auf 1 festgesetzt.

c)  $M/y$  = Massenkoeffizient, der auf der Grundlage des Verhältnisses zwischen der in Kilogramm ausgedrückten zulässigen Gesamtmasse des Fahrzeugs und einem auf eintausendachtunddreißig Kilogramm festgesetzten Massenkoeffizienten ermittelt wird.

d) C = Kraftstoffkoeffizient, der gemäß der folgenden Tabelle ermittelt wird:

Kraftstoff	Koeffizient
Elektrisch oder wasserstoffbetrieben mit einer Motorleistung in Kilowatt von bis zu 120 kW	0,09
Elektrisch oder wasserstoffbetrieben mit einer Motorleistung in Kilowatt von mehr als 120 kW und höchstens 160 kW	0,18
Elektrisch oder wasserstoffbetrieben mit einer Motorleistung in Kilowatt von mehr als 160 kW	0,26
Ottokraftstoff	1,0
Diesekraftstoff	1,0
Flüssiggas (LPG)	1,0
Komprimiertes Erdgas (CNG)	1,0
Bioethanol	1,0
Hybrid aus Benzin + Flüssiggas (Liquefied Petroleum Gas)	0,8
Hybrid-Benzin + komprimiertes Erdgas	0,8
Hybrid-Benzin + Elektro- oder Wasserstoffantrieb	0,8
Hybrid aus Diesel + Flüssiggas (Liquefied Petroleum Gas)	0,8
Hybrid-Diesel + komprimiertes Erdgas	0,8
Diesel-Hybrid + elektrisch oder Wasserstoff	0,8
Hybrid Flüssiggas + elektrisch oder Wasserstoff	0,8
Hybrid komprimiertes Erdgas + elektrisch oder Wasserstoff	0,8
Sonstiges	1,0

3° wenn der Steuerpflichtige einer kinderreichen Familie im Sinne von Paragraph 1 angehört, wird der Betrag der nach Ziffer 1 berechneten Steuer um 100 Euro verringert, wenn die zulässige Gesamtmasse des Fahrzeugs mehr als 1.838 Kilogramm und weniger als 2.750 Kilogramm beträgt.

Die in Absatz 1 genannte Ermäßigung wird nur für ein einziges Fahrzeug pro Haushalt gewährt.

Die wallonische Regierung kann die Anwendungsmodalitäten der vorhergehenden Absätze festlegen, deren Vorteil entweder von Amts wegen oder auf Antrag des Betroffenen gewährt wird;

4° in Abweichung von Ziffer 1 beläuft sich der Betrag der Steuer auf 0,00 Euro für das Fahrzeug, das einer Pauschalbesteuerung von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegt.

#### B. Motorräder

Für Motorräder, mit Ausnahme von Motorrädern, die in derselben Region von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit Leasingtätigkeiten im Sinne von Artikel 94 Ziffer 1 in Gebrauch genommen werden, wird die Steuer nach folgender Formel festgelegt:

Anzahl Steuer-PS	Anzahl Kilowatt	Betrag der Steuer in Euro
von 0 bis 8	von 0 bis 70	61,50
9 und 10	von 71 bis 85	123,00
11	von 86 bis 100	495,00
von 12 bis 14	von 101 bis 110	867,00
15	von 111 bis 120	1.239,00
16 und 17	von 121 bis 155	2.478,00
Mehr als 17	Mehr als 155	4.957,00

Wenn die Leistung ein und desselben Motors, je nachdem sie in Steuer-PS und in Kilowatt ausgedrückt wird, zur Erhebung einer Steuer in unterschiedlicher Höhe führt, so beläuft sich die Steuer auf den höchsten dieser Beträge.

In Abweichung von der Tabelle in Absatz 1 beläuft sich der Betrag der Steuer:

1° 0,00 Euro für das Fahrzeug, das einer pauschalen Verkehrssteuer von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegt;

2° 50,00 Euro für Fahrzeuge die ausschließlich elektrisch oder mit Wasserstoff angetrieben werden.

## C. Wohnmobile

Die Steuer für Wohnmobile, die einer in Anwendung von Artikel 10, § 4 festgelegten Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge unterliegen, mit Ausnahme derjenigen, die in derselben Region von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht mit Leasingtätigkeiten im Sinne von Artikel 94 Ziffer 1 in Gebrauch genommen werden, wird der Steuerbetrag durch den Gesamtbetrag der beiden in Artikel 97 Absatz 2 aufgeführten Komponenten gebildet:

1° Die erste Komponente ist die Steuer, die nach folgender Tabelle festgelegt wird:

Anzahl Steuer-PS	Anzahl Kilowatt	Betrag der Steuer in Euro
von 0 bis 10	von 0 bis 85	50,00
11	von 86 bis 100	173,00
von 12 bis 14	von 101 bis 110	303,00
15	von 111 bis 120	434,00
16 und 17	von 121 bis 155	867,00
Mehr als 17	Mehr als 155	1.735,00

Wenn die Leistung ein und desselben Motors, je nachdem sie in Steuer-PS und in Kilowatt ausgedrückt wird, zur Erhebung einer Steuer in unterschiedlicher Höhe führt, so beläuft sich die Steuer auf den höchsten dieser Beträge.

In Abweichung von den vorstehenden Absätzen beläuft sich der Betrag der Steuer auf:

a) 0,00 Euro für das Fahrzeug, das einer pauschalen Verkehrssteuer von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegt;

b) 50,00 Euro für Fahrzeuge die ausschließlich elektrisch oder mit Wasserstoff angetrieben werden.

2° die zweite Komponente stellt den Ökomalus dar und wird nach folgender Tabelle festgelegt:

CO <sub>2</sub> -Emissionen	CO <sub>2</sub> -Klasse	Betrag des Ökomalus in Euro
von 0 bis 145	1	0,00
von 146 bis 155	2	35,00
von 156 bis 165	3	61,00
von 166 bis 175	4	88,00
von 176 bis 185	5	131,00
von 186 bis 195	6	175,00
von 196 bis 205	7	210,00
von 206 bis 215	8	245,00
von 216 bis 225	9	350,00
von 226 bis 235	10	420,00
von 236 bis 245	11	525,00
von 246 bis 255	12	700,00
Ab 256	13	875,00

Für die Anwendung von Absatz 1 wird der Betrag des Ökomalus auf den Wert der CO<sub>2</sub>-Kategorie des betreffenden Fahrzeugs festgelegt:

a) verringert um 1, wenn der Begünstigte am Tag der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs drei unterhaltsberechtigende Kinder im Sinne von Absatz 1 hat, oder um 2, wenn der Begünstigte mindestens vier unterhaltsberechtigende Kinder im Sinne von Absatz 1 hat;

b) verringert um 1 für das Fahrzeug, das zum Zeitpunkt der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs in einem Fahrzeugverzeichnis als mit Flüssiggas als Kraftstoffart oder Energiequelle betrieben eingetragen ist.

Die in Absatz 2 genannte Vergünstigung wird entweder von Amts wegen oder auf Antrag des Betroffenen gewährt.

In Abweichung von der Tabelle in Absatz 1 beläuft sich der Betrag des Ökomalus auf 0,00 Euro:

a) für Fahrzeuge, die seit mehr als dreißig Jahren in Betrieb sind und mit einem der Kennzeichen gemäß Artikel 4 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen zugelassen sind;

b) für Fahrzeuge, deren Motor teilweise oder ausschließlich mit Druck-Erdgas betrieben wird“.

c) für die Kraftfahrzeuge, die einer pauschalen Verkehrssteuer von 100 Euro in Anwendung von Artikel 10 § 3 unterliegen.

## D. Luftfahrzeuge nach Artikel 94

Die Steuer wird auf folgende Beträge festgelegt:

(1) 0,00 Euro für ferngesteuerte Luftfahrzeuge nach Artikel 1 Absatz 1 Ziffern 4 und 5 des Königlichen Erlasses vom 10. April 2016 über die Verwendung von ferngesteuerten Luftfahrzeugen im belgischen Luftraum, mit Ausnahme derjenigen ferngesteuerten Luftfahrzeuge, die von Gesellschaften, autonomen öffentlichen Unternehmen oder Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, die Leasing-Aktivitäten betreiben, in Verkehr gebracht werden sollen;

2° 61,50 Euro für Motorschirme im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses zur Festlegung der besonderen Bedingungen für die Zulassung von Motorschirmen zum Luftverkehr;

3° 619,00 Euro für ultraleichte Motorluftfahrzeuge;

4° 2478,00 Euro für alle anderen Luftfahrzeuge.

## E. Wasserfahrzeuge nach Artikel 94

Die Steuer wird für Wasserfahrzeuge auf 2 478,00 Euro festgesetzt.

§ 3. Die in Paragraf 2 festgelegte Steuer wird wie folgt gestaffelt:

1° der in Paragraf 2 A 2° a) genannte Grundbetrag:

a) wird auf 90 v.H., 80 v.H., 70 v.H., 60 v.H., 55 v.H., 50 v.H., 45 v.H., 40 v.H., 35 v.H., 30 v.H., 25 v.H., 20 v.H., 15 v.H. oder 10 v.H. des Betrags verringert für Fahrzeuge, deren Erstzulassung entweder im Inland oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr jeweils 1 Jahr bis weniger als 2 Jahre, 2 Jahre bis weniger als 3 Jahre, 3 Jahre bis weniger als 4 Jahre, 4 Jahre bis weniger als 5 Jahre, 5 Jahre bis weniger als 6 Jahre, 6 Jahre bis weniger als 7 Jahre, 7 Jahre bis weniger als 8 Jahre, 8 Jahre bis weniger als 9 Jahre, 9 Jahre bis weniger als 10 Jahre, 10 Jahre bis weniger als 11 Jahre, 11 Jahre bis weniger als 12 Jahre, 12 Jahre bis weniger als 13 Jahre, 13 Jahre bis weniger als 14 Jahre, 14 Jahre bis weniger als 15 Jahre zurückliegt.

Nach der Kürzung darf der Grundbetrag nie weniger als 61,50 Euro betragen;

b) wird einheitlich auf 61,50 Euro für Fahrzeuge festgesetzt, deren Erstzulassung entweder im Inland oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr 15 Jahre oder länger zurückliegt.

Die in Paragraf 2 Buchstabe A festgelegte Steuer darf niemals weniger als 50,00 EUR oder mehr als 9 000,00 EUR betragen;

2° die in Paragraf 2, B und C festgelegte Steuer:

a) wird auf 90 v.H., 80 v.H., 70 v.H., 60 v.H., 55 v.H., 50 v.H., 45 v.H., 40 v.H., 35 v.H., 30 v.H., 25 v.H., 20 v.H., 15 v.H. oder 10 v.H. des Betrags verringert für Fahrzeuge, deren Erstzulassung entweder im Inland oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr jeweils 1 Jahr bis weniger als 2 Jahre, 2 Jahre bis weniger als 3 Jahre, 3 Jahre bis weniger als 4 Jahre, 4 Jahre bis weniger als 5 Jahre, 5 Jahre bis weniger als 6 Jahre, 6 Jahre bis weniger als 7 Jahre, 7 Jahre bis weniger als 8 Jahre, 8 Jahre bis weniger als 9 Jahre, 9 Jahre bis weniger als 10 Jahre, 10 Jahre bis weniger als 11 Jahre, 11 Jahre bis weniger als 12 Jahre, 12 Jahre bis weniger als 13 Jahre, 13 Jahre bis weniger als 14 Jahre, 14 Jahre bis weniger als 15 Jahre zurückliegt;

b) wird einheitlich auf 50,00 Euro für Fahrzeuge festgesetzt, deren Erstzulassung entweder im Land oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr 15 Jahre oder länger zurückliegt;

c) darf nie weniger als 50,00 Euro betragen;

3° die in Paragraf 2, D und E festgelegte Steuer:

a) wird auf 90 v.H., 80 v.H., 70 v.H., 60 v.H., 50 v.H., 40 v.H., 30 v.H., 20 v.H. oder 10 v.H. des Betrags verringert für Luft- und Wasserfahrzeuge, deren Erstzulassung oder erstes Flaggenzertifikat entweder im Inland oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr jeweils 1 Jahr bis weniger als 2 Jahre, 2 Jahre bis weniger als 3 Jahre, 3 Jahre bis weniger als 4 Jahre, 4 Jahre bis weniger als 5 Jahre, 5 Jahre bis weniger als 6 Jahre, 6 Jahre bis weniger als 7 Jahre, 7 Jahre bis weniger als 8 Jahre, 8 Jahre bis weniger als 9 Jahre, 9 Jahre bis weniger als 10 Jahre zurückliegt;

b) wird einheitlich auf 61,50 Euro für Fahrzeuge festgesetzt, deren Erstzulassung entweder im Land oder im Ausland vor ihrer endgültigen Einfuhr 10 Jahre oder länger zurückliegt;

§ 4. Die Wallonische Regierung ist befugt, die Steuerbeträge zu ändern.

Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder ansonsten ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung der so verabschiedeten Erlasse.

§ 5. Die Regierung kann die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels festlegen.“.

**Art. 3** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 2025 in Kraft und gilt nur für Fahrzeuge, die ab dem Zeitpunkt seines Inkrafttretens zugelassen werden.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. September 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen  
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1403 (2022-2023) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 6. September 2023

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46826]

**7 SEPTEMBER 2023. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wat betreft de verkeersbelasting op autovoertuigen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Artikel 97 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij de wet van 1 juni 1992, laatst gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 97. De belasting is voor wegvoertuigen, al naar gelang het geval, verschuldigd vanwege:

- 1° het motorvermogen uitgedrukt in kilowatt, de CO<sub>2</sub>-emissies, de maximaal toegestane massa en de brandstof, of;
- 2° het vermogen van de motor, uitgedrukt in fiscale pk's of in kilowatt.

In afwijking van het eerste lid is de belasting verschuldigd voor kampeerwagens die onderworpen zijn aan een verkeersbelasting ingesteld krachtens artikel 10, § 4, die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door bedrijven, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstoogmerk die leasingactiviteiten uitoefenen, bedoeld bij artikel 94, 1°, vanwege twee componenten:

- 1° de eerste op grond van het vermogen van de motor, uitgedrukt hetzij in fiscale pk's, hetzij in kilowatt;

de tweede, “ecomalus” genoemd, naar gelang van de categorie CO<sub>2</sub>-emissies van het autovoertuig dat in gebruik wordt genomen. ».

**Art. 2.** Le Chapitre IV intitulé Montant de la taxe, comprenant les articles 97bis à 98, du même Code, est remplacé par ce qui suit : Hoofdstuk IV, met als opschrift “Bedrag van de belasting”, dat de artikelen 97bis tot 98, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door wat volgt:

« Hoofdstuk IV – Bedrag van de belasting

Art. 98. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk:

- 1° wordt verstaan onder:

a) “CO<sub>2</sub>-emissies”, de kooldioxide-emissies van het voertuig, vastgesteld volgens de procedure van de nieuwe Europese rijcyclus, de WLTP-cyclus genaamd, of, bij ontstentenis daarvan, de emissies vastgesteld volgens de wereldwijde geharmoniseerde testprocedure voor lichte voertuigen, de NEDC-cyclus genaamd.

Als de CO<sub>2</sub>-emissies van het voertuig, uitgedrukt in gram per kilometer niet worden bepaald overeenkomstig het vorige lid, wordt verondersteld dat de CO<sub>2</sub>-emissies het resultaat zijn van de toepassing van onderstaande formule, naar beneden afgerond als dit resultaat een eenheid overschrijdt en geen geheel getal is:

- voor de voertuigen die op benzine rijden : CO<sub>2</sub>-emissies = FC x 23,9;
- voor de voertuigen die op diesel rijden : CO<sub>2</sub>-emissies = FC x 26,4;
- voor de voertuigen die op vloeibaar petroleumgas rijden : CO<sub>2</sub>-emissies = FC x 17,0,

waarbij FC = het gecombineerde of gemengde brandstofverbruik bij stadsverkeer en bij verkeer buiten de stad, per liter, per 100 km, zoals berekend overeenkomstig de Europese Richtlijn 80/1268/EEG van de Raad van 16 december 1980 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake het brandstofverbruik van motorvoertuigen.

Als de CO<sub>2</sub>-emissies van de voertuig, uitgedrukt in gram per kilometer, niet worden bepaald overeenkomstig de twee vorige leden, wordt verondersteld dat deze emissies als volgt kunnen worden bepaald:

Brandstof	CO <sub>2</sub> -emissies in g/km
Elektrisch of waterstof	0
Benzine	196
Diesel	205
Vloeibaar petroleumgas (LPG)	196
Aardgas onder druk (CNG)	196
Bio-ethanol	196
Benzine hybride + vloeibaar petroleumgas	196
Benzine hybride + aardgas	196
Benzine hybride + elektrisch of waterstof	196
Diesel hybride + vloeibaar petroleumgas	205
Diesel hybride + aardgas	205
Diesel hybride + elektrisch of waterstof	205
Vloeibaar petroleumgas hybride + elektrisch of waterstof	196
Aardgas onder druk hybride + elektrisch of waterstof	196
Andere	205

b) “kroostrijk gezin”: gezin met minstens drie kinderen ten laste op de dag van de ingebruikstelling van het autovoertuig;

c) "huishouden": groep van personen samengesteld uit verscheidene samenwonende personen, ongeacht of die personen al dan niet door verwantschap verbonden zijn, die, op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig, doorgaans dezelfde hoofdverblijfplaats hebben, in de zin van artikel 3 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, met uitzondering van de gevallen waarvoor blijkt uit andere daartoe voorgelegde officiële documenten dat de samenwoning tussen de leden van het gezin effectief is, hoewel zij niet of niet meer overeenstemt met de gegevens van het Rijksregister;

d) "kinderen ten laste": de afstammelingen van een persoon en van zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende of zijn samenwonende die deel uitmaken van zijn gezin en die hij volledig of hoofdzakelijk ten laste heeft, alsook de andere kinderen die deel uitmaken van zijn gezin en die hij volledig of hoofdzakelijk ten laste heeft.

Volgende kinderen worden verondersteld ten laste te zijn op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig, behalve tegenbewijs te leveren door de Waalse Overheidsdienst Financiën:

- de kinderen die in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het Rijksregister van de natuurlijke personen als lid van het gezin zijn ingeschreven op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig;

- de begunstigde afstammelingen en kinderen waarvoor één van de gezinsleden, samenwonend met deze afstammelingen en kinderen, aanspraak kan maken op kinderbijslag of op gewaarborgde gezinsbijslag, op de dag van ingebruikstelling van het autovoertuig.

De afstammelingen van een persoon en van zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende of zijn samenwonende die deel uitmaken van zijn gezin en die op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig de leeftijd van 21 of van 25 jaar niet bereikt hebben, alsook de andere kinderen die deel uitmaken van zijn gezin en die op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig de leeftijd van 21 of 25 jaar niet hebben bereikt, kunnen ook als "kinderen ten laste" worden beschouwd door de Waalse Regering;

2° in afwijking van 1°, c) en d), wordt een afstameling in geval van gezamenlijk ouderlijk gezag met gelijke huisvesting geacht een "kind ten laste" te zijn van de twee ascendenten die het gezamenlijk ouderlijk gezag uitoefenen en wordt hij geacht deel uit te maken van hun respectieve "huishouden".

Het bestaan van het gezamenlijk ouderlijk gezag en de gelijkmatige huisvesting dienen door belanghebbende aangetoond te worden:

a) hetzij op grond van een uiterlijk op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig geregistreerde of door een rechter gehomologeerde overeenkomst waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen;

b) hetzij op grond van een uiterlijk op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig uitgesproken rechterlijke beslissing waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen;

c) hetzij op grond van een overeenkomst, tot stand gekomen ten gevolge van een vrijwillige gezinsbemiddeling gevoerd door een bemiddelaar erkend door de Commissie bedoeld in artikel 1727 van het Gerechtelijk Wetboek uiterlijk op de dag van de ingebruikneming van het autovoertuig waarin uitdrukkelijk is vermeld dat de huisvesting van die kinderen gelijkmatig is verdeeld over beide belastingplichtigen.

§ 2. De belasting wordt vastgesteld als volgt:

A. Voertuigen, voertuigen voor dubbel gebruik en minibussen

Voor de voertuigen, voertuigen voor dubbel gebruik en minibussen die in het Waalse Gewest in gebruik worden genomen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door maatschappijen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten, bedoeld bij artikel 1, 94°, in deze afdeling "voertuigen" genoemd, wordt de belasting vastgesteld volgens de volgende formule:

$$TMC = MB * (CO_2)/x * M/y * C$$

2° de elementen van de formule bedoeld in 1° worden vastgesteld als volgt:

a) MB = basisbedrag vastgesteld op basis van het motorvermogen uitgedrukt in kilowatt volgens de volgende schaal:

Aantal kilowatt	Basisbedrag in euro
Van 0 tot 70	61,50
Van 71 tot 85	123,00
Van 86 tot 100	495,00
Van 101 tot 110	867,00
Van 111 tot 120	1 239,00
Van 121 tot 155	2 478,00
Boven 155	4 957,00

Het basisbedrag is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk. De bedragen worden elk jaar op 1 juli aangepast aan de veranderingen in de algemene consumentenprijsindex tussen mei van het voorgaande jaar en mei van het lopende jaar.

b)  $(CO_2)/x = CO_2$ -emissiecoëfficiënt vastgesteld op basis van de verhouding tussen de  $CO_2$ -emissies van het voertuig, uitgedrukt in gram per kilometer, en een  $CO_2$ -emissiecoëfficiënt vastgesteld op:

- honderdvijftien wanneer de  $CO_2$ -emissies van het voertuig zijn vastgesteld volgens de wereldwijde geharmoniseerde testprocedure voor lichte voertuigen, de NEDC-cyclus genaamd;

- honderdzesendertig wanneer de  $CO_2$ -emissies van het voertuig zijn vastgesteld volgens de procedure van de nieuwe Europese rijcyclus, de WLTP-cyclus genaamd.

Voor voertuigen die uitsluitend op elektriciteit of waterstof rijden, wordt de  $CO_2$ -emissiecoëfficiënt uniform vastgesteld op één.

c)  $M/y$  = massacoëfficiënt vastgesteld op basis van de verhouding tussen de maximaal toegestane massa van het voertuig, uitgedrukt in kilogram, en een massacoëfficiënt vastgesteld op duizend achthonderd achtendertig kilogram.

d) C = brandstofcoëfficiënt vastgesteld volgens de volgende tabel:

Brandstof	Coëfficiënt
Elektrisch of waterstof met een motorvermogen uitgedrukt in kilowatt lager dan of gelijk aan 120 kW	0,09
Elektrisch of waterstof met een motorvermogen uitgedrukt in kilowatt hoger dan 120 kW en lager dan of gelijk aan 160 kW	0,18
Elektrisch of waterstof met een motorvermogen uitgedrukt in kilowatt hoger dan 160 kW	0,26
Benzine	1,0
Diesel	1,0
Vloeibaar petroleumgas (LPG)	1,0
Aardgas onder druk (CNG)	1,0
Bio-ethanol	1,0
Benzine hybride + vloeibaar petroleumgas	0,8
Benzine hybride + aardgas onder druk	0,8
Benzine hybride + elektrisch of waterstof	0,8
Benzine diesel + vloeibaar petroleumgas	0,8
Benzine diesel + aardgas	0,8
Diesel hybride + elektrisch of waterstof	0,8
Vloeibaar petroleumgas hybride + elektrisch of waterstof	0,8
Aardgas onder druk + elektrisch of waterstof	0,8
Andere	1,0

3° wanneer de belastingplichtige deel uitmaakt van een groot gezin in de zin van paragraaf 1, wordt het bedrag van de belasting berekend overeenkomstig 1° verminderd met 100 euro wanneer de maximaal toegestane massa van het voertuig meer dan 1.838 kilogram en minder dan 2.750 kilogram bedraagt.

De in het eerste lid bedoelde vermindering wordt slechts toegekend voor één voertuig per huishouden.

De Waalse Regering kan de voorwaarden bepalen voor de toepassing van de voorgaande leden, waarvan het voordeel automatisch of op verzoek van de betrokkene wordt toegekend;

4° in afwijking van 1° is het bedrag van de belasting gelijk aan 0,00 euro voor het voertuig onderworpen aan een forfaitaire verkeersbelasting van 100 euro in toepassing van artikel 10, § 3.

#### B. Motorfietsen

Voor motorfietsen, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door vennootschappen, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstoogmerk die leasingactiviteiten uitoefenen, bedoeld bij artikel 94, 1°, wordt de belasting vastgesteld volgens de volgende schaal:

Aantal fiscale pk	Aantal kilowatt	Bedrag van de belasting in euro
Van 0 tot 8	Van 0 tot 70	61,50
9 en 10	Van 71 tot 85	123,00
11	Van 86 tot 100	495,00
Van 12 tot 14	Van 101 tot 110	867,00
15	Van 111 tot 120	1.239,00
16 en 17	Van 121 tot 155	2.478,00
Hoger dan 17	Hoger dan 155	4.957,00

Wanneer het vermogen van eenzelfde motor, uitgedrukt in fiscale pk's en in kilowatt, aanleiding geeft tot de inning van een belasting van een ander bedrag, wordt de belasting vastgesteld op het hoogste bedrag.

In afwijking van in het eerste lid bedoelde tabel is het bedrag van de belasting gelijk aan:

1° 0,00 euro voor het voertuig onderworpen aan een forfaitaire verkeersbelasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3;

2° 50,00 euro voor het voertuig dat uitsluitend op elektriciteit of waterstof rijdt.

## C. Kampeerwagens

Pour les autocaravanes soumises à une taxe de circulation établie en application de l'article 10, § 4, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans buts lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1°, le montant de la taxe est formé par le montant total des deux composantes énumérées à l'article 97, alinéa 2. Pour kampeerwagens die onderworpen zijn aan een verkeersbelasting ingesteld krachtens artikel 10, § 4, met uitzondering van degenen die in hetzelfde Gewest in gebruik worden genomen door bedrijven, autonome overheidsbedrijven en verenigingen zonder winstoogmerk die leasingactiviteiten uitoefenen, bedoeld bij artikel 94, 1°, bestaat het bedrag van de belasting uit het totaalbedrag van de twee bestanddelen genoemd in artikel 97, tweede lid:

1° het eerste bestanddeel is de belasting die wordt vastgesteld volgens de volgende schaal:

Aantal fiscale pk	Aantal kilowatt	Bedrag van de belasting in euro
Van 0 tot 10	Van 0 tot 85	50,00
11	Van 86 tot 100	173,00
Van 12 tot 14	Van 101 tot 110	303,00
15	Van 111 tot 120	434,00
16 en 17	Van 121 tot 155	867,00
Hoger dan 17	Hoger dan 155	1.735,00

Wanneer het vermogen van eenzelfde motor, uitgedrukt in fiscale pk's en in kilowatt, aanleiding geeft tot de inning van een belasting van een ander bedrag, wordt de belasting vastgesteld op het hoogste bedrag.

In afwijking van de vorige leden, is het bedrag van de belasting gelijk aan:

a) 0,00 euro voor het voertuig onderworpen aan een forfaitair verkeersbelasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3;

b) 50,00 euro voor het voertuig dat uitsluitend op elektriciteit of waterstof rijdt;

2° het tweede bestanddeel vormt de eco-malus en wordt vastgesteld volgens de volgende schaal:

CO <sub>2</sub> -emissies	CO <sub>2</sub> -categorie	Bedrag van de eco-malus in euro
van 0 tot 145	1	0,00
van 146 tot 155	2	35,00
van 156 tot 165	3	61,00
van 166 tot 175	4	88,00
van 176 tot 185	5	131,00
van 186 tot 195	6	175,00
van 196 tot 205	7	210,00
van 206 tot 215	8	245,00
van 216 tot 225	9	350,00
van 226 tot 235	10	420,00
van 236 tot 245	11	525,00
van 246 tot 255	12	700,00
vanaf 256	13	875,00

Voor de toepassing van het eerste lid wordt het bedrag van de eco-malus vastgesteld op het cijfer voor de CO<sub>2</sub>-categorie van het betrokken voertuig:

a) verminderd met 1 als de rechthebbende drie kinderen ten laste heeft in de zin van paragraaf 1, of met 2 als de rechthebbende minstens vier kinderen ten laste heeft in de zin van paragraaf 1, op de datum van ingebruikneming van het voertuig;

b) verminderd met 1 voor het voertuig dat op de datum van ingebruikneming van het voertuig is ingeschreven in een voertuigregistratielijst met vloeibaar petroleumgas als brandstof of energiebron.

Het in het tweede lid bedoeld voordeel wordt automatisch of op verzoek van de betrokkene toegekend.

In afwijking van de tabel in het eerste lid, is het bedrag van de eco-malus gelijk aan 0,00 euro:

a) voor de voertuigen die sinds meer dan dertig jaar in het verkeer zijn gesteld en die ingeschreven zijn onder een van de kentekenplaten bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen,

b) voor de voertuigen waarvan de motor geheel of gedeeltelijk door aardgas onder druk aangedreven wordt;

a) voor de voertuigen onderworpen aan een forfaitair verkeersbelasting van 100 euro overeenkomstig artikel 10, § 3.

D. Luchtvaartuigen zoals omschreven in artikel 94. De belasting wordt vastgesteld op:

1° 0,00 euro voor de op afstand bestuurde luchtvaartuigen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4° en 5°, van het koninklijk besluit van 10 april 2016 met betrekking tot het gebruik van op afstand bestuurde luchtvaartuigen in het Belgisch luchtruim met uitzondering van de op afstand bestuurde luchtvaartuigen die geacht zijn, in het verkeer te worden gebracht door vennootschappen, autonome overheidsbedrijven of verenigingen zonder winstoogmerk die leasingsactiviteiten uitoefenen;

2° 61,50 euro voor de paramotoren bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juni 2014 tot vaststelling van de bijzondere voorwaarden opgelegd voor de toelating tot het luchtverkeer van paramotoren;

3° 619,00 euro voor de ultralichte motoraangedreven luchtvaartuigen;

4° 2.478,00 euro voor alle andere luchtvaartuigen.

E. boten zoals omschreven in artikel 94

De belasting wordt vastgesteld op 2.478,00 euro voor boten.

§ 3. De in paragraaf 2 vastgestelde belasting wordt als volgt gemoduleerd:

1° het basisbedrag bedoeld in paragraaf 2, A, 2°, a):

a) wordt verminderd tot 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 55 p.c., 50 p.c., 45 p.c., 40 p.c., 35 p.c., 30 p.c., 25 p.c., 20 p.c., 15 p.c. of 10 p.c. van haar bedrag voor de voertuigen die vóór hun definitieve invoer voor het eerst ofwel in het binnenland, ofwel in het buitenland ingeschreven zijn geweest gedurende respectievelijk 1 en minder dan 2 jaar, tussen 2 en minder dan 3 jaar, tussen 3 en minder dan 4 jaar, tussen 4 en minder dan 5 jaar, 5 jaar tot minder dan 6 jaar, 6 jaar tot minder dan 7 jaar, 7 jaar tot minder dan 8 jaar, 8 jaar tot minder dan 9 jaar, 9 jaar tot minder dan 10 jaar, 10 jaar tot minder dan 11 jaar, 11 jaar tot minder dan 12 jaar, 12 jaar tot minder dan 13 jaar, 13 jaar tot minder dan 14 jaar, 14 jaar tot minder dan 15 jaar.

Na verlaging kan het basisbedrag nooit minder zijn dan 61,50 euro;

b) is uniform vastgesteld op 61,50 euro voor voertuigen die 15 jaar of langer geleden voor het eerst in het land of in het buitenland werden geregistreerd voordat ze definitief werden ingevoerd.

De in het tweede lid, A, vastgestelde belasting kan nooit minder dan 50,00 euro of meer dan 9.000,00 euro bedragen;

2° de in paragraaf 2, B en C vastgestelde belasting:

a) wordt verlaagd tot 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 55 p.c., 50 p.c., 45 p.c., 40

p.c., 35 p.c., 30 p.c., 25 p.c., 20 p.c., 15 p.c. of 10 p.c. van haar bedrag voor de voertuigen die vóór hun definitieve invoer voor het eerst ofwel in het binnenland, ofwel in het buitenland ingeschreven zijn geweest gedurende respectievelijk 1 en minder dan 2 jaar, tussen 2 en minder dan 3 jaar, tussen 3 en minder dan 4 jaar, tussen 4 en minder dan 5 jaar, 5 jaar tot minder dan 6 jaar, 6 jaar tot minder dan 7 jaar, 7 jaar tot minder dan 8 jaar, 8 jaar tot minder dan 9 jaar, 9 jaar tot minder dan 10 jaar, 10 jaar tot minder dan 11 jaar, 11 jaar tot minder dan 12 jaar, 12 jaar tot minder dan 13 jaar, 13 jaar tot minder dan 14 jaar, 14 jaar tot minder dan 15 jaar;

b) is uniform vastgesteld op 50,00 euro voor voertuigen die 15 jaar of langer geleden voor het eerst in het land of in het buitenland werden geregistreerd voordat ze definitief werden ingevoerd.

c) kan nooit minder dan 50,00 euro bedragen;

3° de in paragraaf 2, D en E vastgestelde belasting:

a) wordt verlaagd tot 90 p.c., 80 p.c., 70 p.c., 60 p.c., 50 p.c., 40 p.c., 30 p.c., 20

p.c. of 10 p.c. van haar bedrag voor de luchtvaartuigen en boten bedoeld in artikel 94, 2° en 3°, die vóór hun definitieve invoer voor het eerst ofwel in het binnenland ofwel in het buitenland ingeschreven zijn geweest of waarvan de eerste vlaggenbrief afgeleverd is geweest gedurende respectievelijk tussen 1 en minder dan 2 jaar, tussen 2 en minder dan 3 jaar, tussen 3 en minder dan 4 jaar, tussen 4 en minder dan 5 jaar, 5 jaar tot minder dan 6 jaar, 6 jaar tot minder dan 7 jaar, 7 jaar tot minder dan 8 jaar, 8 jaar tot minder dan 9 jaar, 9 jaar tot minder dan 10 jaar;

b) is uniform vastgesteld op 61,50 euro voor de voertuigen die 10 jaar of langer geleden voor het eerst in het land of in het buitenland werden geregistreerd voordat ze definitief werden ingevoerd.

§ 4. De Waalse Regering is gemachtigd om de bedragen van de belasting te wijzigen.

Zij zal een ontwerpdecreet ter bevestiging van het aldus genomen besluit aan het Waals Parlement voorleggen, onmiddellijk indien hij zitting houdt, zo niet bij de opening van zijn eerstvolgende vergadering.

§ 5. De Regering kan de modaliteiten voor de toepassing van dit artikel bepalen. ».

**Art. 3.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2025 en is alleen van toepassing op voertuigen die vanaf de inwerkingtreding ervan zijn geregistreerd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 september 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen en Landelijke Aangelegenheden,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023:

Stukken van het Waalse Parlement, 1403 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 6 september 2023.

Bespreking.

Stemming.